



**Socialiste Républicain et Citoyen**  
**Les libertés publiques en péril**

Face au soulèvement populaire en Iran, la **répression est d'une extrême brutalité** : plus de 3 400 morts, 10 000 arrestations, et des coupures Internet pour étouffer la contestation.

Aux États-Unis, les opérations de la police fédérale de l'immigration nourrissent elles aussi un **climat de terreur au service de la politique anti-immigration** de Donald Trump. En criminalisant les manifestants qui s'y opposent, le pouvoir légitime la suspension des libertés, la restriction du droit de manifester et le recours à la force. C'est le cœur même de la dérive trumpiste, où **l'autoritarisme progresse sous couvert d'ordre et de sécurité**.

La France n'est ni l'Iran ni les États-Unis. Mais notre démocratie n'est pas immunisée. À l'Assemblée nationale, **les propositions de loi de la droite, soutenues par le Rassemblement National, dessinent une pente inquiétante** : suppression du 1<sup>er</sup> mai, restriction du droit de grève, suspension des prestations sociales pour des manifestants, présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre. La réponse policière tend à remplacer la réponse judiciaire.

Ces textes dissuadent, punissent les personnes disposant de leurs libertés de manifester et de faire grève. Aucune démocratie ne bascule d'un coup. Elle recule par lois, par renoncements successifs. Défendre le droit de grève, de manifester et les libertés publiques n'est pas du laxisme : **c'est le cœur même de l'État de droit**.

Le groupe Socialistes, Républicains et Citoyens



**Pour une ville qui nous rassemble**  
**Si loin, si proche**

Nous assistons stupéfaits à la dérive autoritaire de l'administration Trump, comme en témoigne la mise à mort d'Alex Prett, tué le 24/01 par un agent de la Border Patrol parce qu'il tentait de protéger des personnes venues dénoncer leurs opérations, à Minneapolis. Deux semaines plus tôt, Renee Good, dans la même ville, était tuée par un agent de la police fédérale de l'immigration (ICE). Dans les deux cas les victimes subissent une abjecte inversion accusatoire qui fait d'eux des « menaces terroristes ». Dans les deux cas les agents fédéraux sont protégés, et aucune enquête n'est à ce stade en cours. Tout opposant est désormais criminalisé, et porte une potentielle cible dans le dos. De nombreux citoyens américains, dans de nombreuses villes du pays, même dans le très républicain état de l'Utah, manifestent leur colère.

Ne cédon pas à la tentation de considérer que cela se passe bien loin de chez nous, ni à celle de moquer un dirigeant que nous trouverions grotesque. Ce n'est ni lointain, ni comique. Cela vient au contraire nous rappeler que de l'idéologie au passage à l'acte, il n'y a qu'un pas, et que l'inquiétante montée des extrêmes droites sur sol européen et français n'est pas seulement un épouvantail agité par les antifa et les gauchistes. La thématique obsessionnelle des politiques anti-migratoires est bien l'avant-poste du fascisme et de la fin de l'état de droit.

Pour une ville qui nous rassemble, élus communistes et TC



**Groupe Écologiste et Citoyen du Kremlin-Bicêtre**

La tribune du groupe « Écologiste et citoyen du Kremlin-Bicêtre » ne nous est pas parvenue.



**Kremlin-Bicêtre en avant, radical et écologiste**  
**Six ans d'immobilisme, voire de recul**

En six ans, l'équipe du maire sortant, dont la légitimité reposait sur le soutien d'un tiers des électeurs seulement, aura beaucoup abîmé la ville. Nous nous sommes attachés, encore en novembre dernier, à en apporter la démonstration.

Et tous les Kremlinois rencontrés depuis ce début d'année sont unanimes : le désenchantement domine, la soif de renouveau est générale. Comment ne pas les comprendre ?

Ces six années de mandat se seront déroulées avec pour seule obsession de défaire les réalisations antérieures, comme le piteux détricotage de la fusion de Kremlin-Bicêtre Habitat ; de retarder toute rénovation urbaine, provoquant ainsi une baisse de la population ; de se disperser dans des actions ne concernant qu'une partie infime des habitants.

Dogmatisme, absence de proximité et dérive financière auront donc été les marqueurs de cette mandature, pénalisant les Kremlinois dont le quotidien s'est inexorablement dégradé depuis 2020 : malpropreté urbaine persistante, insécurité et incivilités tolérées, revitalisation commerciale poussive, équipements sportifs et scolaires mal entretenus, logements sociaux à l'abandon.

Un seul domaine aura connu une progression continue : les dépenses de fonctionnement communales, dont l'envolée a été financée par celle de la pression fiscale, sans pour autant procurer de marges pour satisfaire les besoins d'investissements.

STOP ou encore ?

Jean-François Banbuck

**Les tribunes publiées par les groupes politiques du Conseil municipal engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.**



**Groupe Génération.s**  
**Stop à la « quadruple peine » des femmes étrangères**

La France s'est engagée, en signant des conventions internationales, à protéger toutes les femmes vivant sur son sol. Cet engagement oblige l'État à garantir l'accès à la sécurité et à la justice, et à ne pas ajouter de violence institutionnelle à la violence déjà subie. Or, sur le terrain, les femmes étrangères victimes de violences se heurtent à des obstacles supplémentaires : barrière de la langue, difficultés pour déposer plainte, précarité et blocages administratifs. Des associations parlent d'une « quadruple peine » : violences subies, séquelles, parcours d'accès aux droits entravés... Le Réseau des associations de femmes des quartiers populaires a publié une tribune en décembre sur le sujet.

Nous demandons une loi-cadre sur les violences sexistes et sexuelles incluant enfin ces situations. Il faut garantir l'accueil des plaintes sans exigence de titre, l'accès à l'aide juridique, le droit au travail via des récépissés, la séparation des dossiers administratifs des femmes de ceux du conjoint violent, l'éviction du conjoint du domicile avec bail sécurisé, faciliter les régularisations, renouveler automatiquement titres et récépissés même en cas de séparation, et arrêter les OQTF visant des femmes victimes.

La Maison des Femmes de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre montre qu'une prise en charge digne et efficace est possible. À l'État maintenant de garantir partout, pour toutes, les mêmes droits.

Le groupe Génération.s



**Ensemble changeons le KB**  
**NON à une usine de géothermie à Lech Walesa :**

Lors du dernier Conseil municipal, JF Delage a acté l'implantation d'une centrale de géothermie dans le quartier Lech Wałęsa, sans concertation, sans information préalable et sans transparence. Une décision précipitée, prise dans le mépris des habitants directement concernés. Aucune réunion publique, aucune présentation du projet, aucune étude d'impact sérieuse n'ont été communiquées. Pourtant, il s'agit d'un équipement industriel lourd, destiné à fonctionner pendant plusieurs décennies, au coeur d'un quartier dense et résidentiel.

Entrée de Ville Sud-Ouest, îlot Rossel, résidence Schuman, secteurs Bergonié / Péri : à chaque projet structurant, le même scénario se répète. Les décisions sont prises en cercle fermé, puis imposées aux riverains.

Contrairement au discours rassurant de la majorité, la géothermie profonde n'est pas sans conséquences. En Île-de-France, elle a généré des chantiers lourds, des nuisances durables et des dysfonctionnements techniques. Le choix du site condamne durablement l'avenir du quartier.

Il est révélateur que l'Hôpital Bicêtre ait renoncé à une centrale géothermique au profit du réseau de chaleur de la CPCU, solution mutualisée et fiable.

Pourquoi ce qui est jugé inacceptable pour un hôpital le serait-il pour des habitants ?

Nous le disons clairement : ce projet ne se fera ni sans débat, ni contre la volonté des habitants.

Lionel Zinciroglu-L.Couto-JP.Ruggieri-L.El Krete-M.Bensettiti

**Les tribunes publiées par les groupes politiques du Conseil municipal engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.**